



RAPPORT DE GESTION

Deuxième trimestre clos le 31 août 2024

Le rapport qui suit fournit une analyse des résultats d'exploitation consolidés et de la situation financière consolidée de Velan Inc. (la « Société ») pour le deuxième trimestre clos le 31 août 2024. Le présent rapport de gestion doit être lu à la lumière des états financiers consolidés audités de la Société pour les exercices clos les 29 février 2024 et 28 février 2023. Les états financiers consolidés de la Société ont été dressés conformément aux *Normes internationales d'information financière* telles qu'elles sont publiées par l'International Accounting Standards Board (les « IFRS »). Les principales méthodes comptables utilisées pour dresser ces états financiers consolidés sont présentées à la note 2 des états financiers consolidés audités de la Société. L'ensemble des opérations et des soldes libellés en monnaies étrangères ont été convertis en dollars américains, monnaie de présentation de la Société. Le présent rapport de gestion a été approuvé par le conseil d'administration de la Société le 10 octobre 2024. D'autres documents d'information de la Société, notamment la notice annuelle et la circulaire de sollicitation de procurations, peuvent être consultés sur SEDAR+, à l'adresse www.sedarplus.ca.

MESURES HORS IFRS ET MESURES FINANCIÈRES SUPPLÉMENTAIRES

Dans le présent rapport de gestion, la Société utilise des mesures de la performance et de la situation financière qui ne sont pas définies par les IFRS (les « mesures hors IFRS ») et qui sont, par conséquent, peu susceptibles d'être comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Ces mesures, que la direction utilise pour évaluer les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société, sont rapprochées des mesures de la performance définies par les IFRS. Les rapprochements sont présentés à la fin du présent rapport. La Société utilise également des mesures financières supplémentaires, qui sont définies à la fin du présent rapport.

INFORMATION PROSPECTIVE

Le présent rapport de gestion peut inclure des énoncés prospectifs, qui contiennent généralement des mots comme « croire », « anticiper », « planifier », « prévoir », « avoir l'intention de », « continuer » ou « estimer » pouvant être utilisés au conditionnel ou au futur, ou la forme négative de ces termes, leurs variations ou une terminologie semblable, qui comportent tous des risques et des incertitudes. Ces risques et incertitudes sont présentés dans les documents déposés par la Société auprès des commissions des valeurs mobilières compétentes. Bien que ces énoncés soient fondés sur les hypothèses de la direction concernant les tendances historiques, les conditions actuelles et les faits nouveaux futurs attendus, ainsi que sur d'autres facteurs qui, selon elle, sont raisonnables et appropriés dans les circonstances, aucun énoncé prospectif ne peut être garanti et les résultats réels futurs peuvent différer sensiblement de ceux qui sont exprimés dans les présentes. La Société décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser un énoncé prospectif contenu dans le présent rapport de gestion, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autrement, à moins d'y être obligée par la législation en valeurs mobilières applicable. Les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion sont formulés expressément sous réserve de cette mise en garde.

À PROPOS DE VELAN

La Société conçoit, fabrique et commercialise à l'échelle mondiale une vaste gamme de robinetteries industrielles utilisées dans des applications critiques. Velan fournit des solutions à de nombreux secteurs, notamment ceux de la production d'énergie, du nucléaire, du pétrole et du gaz, des produits chimiques, du gaz naturel liquéfié et de la cryogénie, des pâtes et papiers, des procédés géothermiques, de la construction navale, de la défense et des technologies à émission de carbone nulles. La Société, l'un des chefs de file mondiaux de la robinetterie industrielle en acier, exploite 12 usines de fabrication à travers le monde et compte 1 618 employés. Son siège social est situé à Montréal, au Canada. Sa stratégie d'affaires consiste à concevoir, fabriquer et commercialiser des robinetteries novatrices en mettant l'accent sur la qualité, la sécurité, la facilité d'utilisation et la longévité. La Société a pour objectifs stratégiques, entre autres, l'excellence opérationnelle et l'amélioration des marges en demeurant résolument axée sur ses clients, l'accélération de sa croissance grâce à l'intensification de ses efforts dans les marchés clés où la Société se démarque nettement de la concurrence, ainsi que l'amélioration et la modernisation continues de ses systèmes et procédés.

Les états financiers consolidés de la Société incluent les activités d'exploitation nord-américaines, qui comptent deux usines de fabrication au Canada, ainsi qu'une usine de fabrication et un centre de distribution aux États-Unis. Les activités d'exploitation importantes de la Société englobent des usines de fabrication en France, en Italie, au Portugal, en Corée, à Taïwan, en Inde et en Chine. Les activités d'exploitation de la Société comprennent également un service de vente en Allemagne.

RÉSULTATS DU DEUXIÈME TRIMESTRE¹

- Solide carnet de commandes² de 548,1 millions de dollars, en hausse de 56,6 millions de dollars, soit 11,5 %, depuis le début de l'exercice.
- Nouvelles commandes² de 116,6 millions de dollars pour le trimestre, en forte progression par rapport à 71,5 millions de dollars douze mois plus tôt, ce qui représente un ratio commandes/chiffre d'affaires² de 1,18.
- Chiffre d'affaires de 98,6 millions de dollars, en progression de 18,3 millions de dollars, soit 22,8 %, par rapport au même trimestre du précédent exercice.
- Marge brute de 26,7 millions de dollars, soit 27,0 % du chiffre d'affaires, en hausse par rapport à 23,4 millions de dollars, ou 29,1 % du chiffre d'affaires, l'an dernier.
- Amélioration de 2,2 millions de dollars de la rentabilité nette qui a donné lieu à un résultat net³ de 0,1 million de dollars.
- Robustes flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation de 10,1 millions de dollars, comparativement à des flux de trésorerie négatifs de 21,2 millions de dollars, un an auparavant.
- Trésorerie nette de 41,3 millions de dollars à la clôture du trimestre, contre 36,4 millions de dollars au début de l'exercice.

RÉSULTATS DU SEMESTRE

- Nouvelles commandes de 226,4 millions de dollars pour la période, contre 163,4 millions de dollars lors de la même période du précédent exercice, ce qui représente un ratio commandes/chiffre d'affaires de 1,29.
- Chiffre d'affaires de 176,1 millions de dollars, en progression de 28,2 millions de dollars, soit 19,0 %, par rapport à la même période du précédent exercice.
- Marge brute de 50,5 millions de dollars, soit 28,7 % du chiffre d'affaires, en hausse par rapport à 38,4 millions de dollars, ou 26,0 % du chiffre d'affaires, l'an dernier.
- Amélioration de 9,4 millions de dollars de la rentabilité nette, réduisant ainsi la perte nette à 1,0 million de dollars.
- Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation de 15,0 millions de dollars, comparativement à des flux de trésorerie négatifs de 10,5 millions de dollars, un an auparavant.

¹ Tous les montants en dollars sont exprimés en dollars américains.

² Mesures hors IFRS et mesures financières supplémentaires — des précisions additionnelles sont fournies à la fin du présent rapport.

³ Le résultat net ou la perte nette représente le résultat net ou la perte nette attribuable aux actions à droit de vote subalterne et aux actions à droit de vote multiple

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

(à moins d'indication contraire, tous les montants sont exprimés en dollars américains)

(en milliers)	Trimestres clos les			Semestres clos les		
	31 août 2024	31 août 2023	Variation	31 août 2024	31 août 2023	Variation
Chiffre d'affaires	98 647 \$	80 318 \$	18 329 \$	176 147 \$	147 977 \$	28 170 \$
Marge brute	26 668	23 385	3 283	50 480	38 437	12 043
Frais d'administration	24 760	22 571	2 189	46 567	44 070	2 497
Impôt sur le résultat	672	1 021	(349)	1 721	1 672	49
Résultat net (perte nette) ¹	121	(2 120)	2 241	(983)	(10 404)	9 421
Résultat net (perte nette) ajusté(e) ²	121	(1 878)	1 999	(894)	(9 788)	8 894
BAIIA ²	5 127	2 960	2 167	8 869	(839)	9 708
BAIIA ajusté ²	5 127	3 289	1 838	8 990	(1)	8 991
(en pourcentage du chiffre d'affaires)						
Marge brute	27,0 %	29,1 %	-210 pdb	28,7 %	26,0 %	270 pdb
(en dollars par action)						
Résultat net (perte nette) ¹ par action — de base et dilué(e)	0,01	(0,10)	0,11	(0,05)	(0,48)	0,43
Résultat net (perte nette) ajusté(e) ² par action — de base et dilué(e)	0,01	(0,09)	0,10	(0,04)	(0,45)	0,41

Carnet de commandes

(en milliers)	Au					
	31 août 2024		29 février 2024		31 août 2023	
	\$	%	\$	%	\$	%
Carnet de commandes	548 116		491 525		485 659	
Livraisons au cours des 12 prochains mois	395 873	72,2 %	360 669	73,4 %	339 430	69,9 %
Livraisons dans les 12 à 24 mois	58 129	10,6 %	95 483	19,4 %	s.o.	s.o.
Livraisons dans les 24 à 36 mois	25 963	4,7 %	17 064	3,5 %	s.o.	s.o.
Livraisons dans plus de 36 mois	68 151	12,4 %	18 309	3,7 %	s.o.	s.o.

Au 31 août 2024, le carnet de commandes s'élevait à 548,1 millions de dollars, en hausse de 56,6 millions de dollars, soit 11,5 %, depuis le début de l'exercice. L'augmentation est principalement attribuable à la robustesse des nouvelles commandes enregistrées au cours de la première moitié de l'exercice. Au 31 août 2024, 72,2 % du carnet de commandes, représentant des commandes d'une valeur de 395,9 millions de dollars, était livrable au cours des 12 prochains mois, contre 73,4 % du carnet de commandes à la clôture du précédent exercice. Les fluctuations des taux de change ont eu un impact positif de 7,4 millions de dollars sur la valeur du carnet de commandes au cours du premier semestre par rapport à la même période l'an dernier.

¹ Le résultat net ou la perte nette représente le résultat net ou la perte nette attribuable aux actions à droit de vote subalterne et aux actions à droit de vote multiple.

² Mesures hors IFRS et mesures financières supplémentaires — des précisions additionnelles sont fournies à la fin du présent rapport

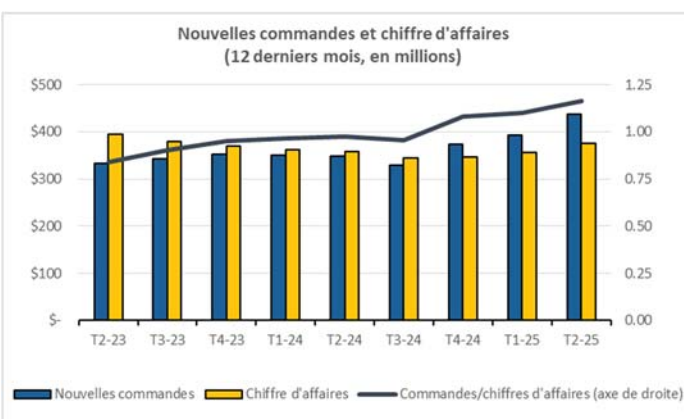
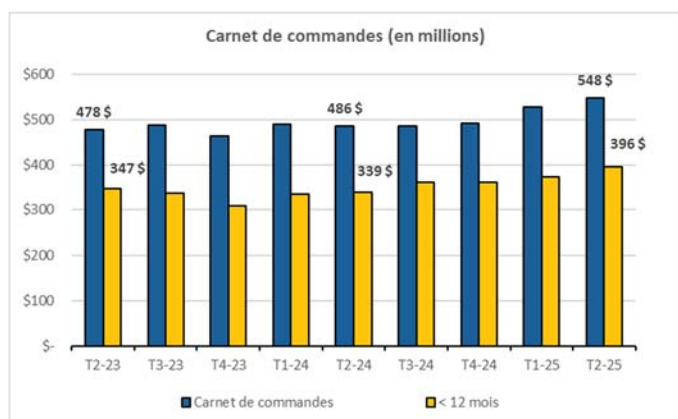
Nouvelles commandes

<i>(en milliers, sauf les ratios)</i>	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	31 août 2024	31 août 2023	31 août 2024	31 août 2023
Nouvelles commandes	116 596 \$	71 545 \$	226 364 \$	163 356 \$
Ratio commandes/chiffre d'affaires	1,18	0,89	1,29	1,10

Les nouvelles commandes au deuxième trimestre de l'exercice 2025 se sont chiffrées à 116,6 millions de dollars, contre 71,5 millions de dollars lors de la même période du précédent exercice. Cette progression reflète une augmentation des nouvelles commandes en Amérique du Nord alimentée par de nouveaux projets sur le marché de l'énergie nucléaire, notamment l'accord stratégique de services principaux conclu avec GEH SMR Technologies Canada Ltée annoncé le 2 septembre, ainsi que par les activités d'entretien, de réparation et de révision. La variation est également attribuable à une hausse des nouvelles commandes en Allemagne pour des projets de raffinerie de pétrole, ainsi qu'en France pour les marchés de l'énergie nucléaire et de la défense. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par une baisse des nouvelles commandes du secteur du pétrole et du gaz en Italie qui découle des commandes considérables obtenues lors de la période correspondante de l'exercice 2024. Les fluctuations des taux de change ont eu un impact positif de 0,7 million de dollars sur la valeur des nouvelles commandes pour le trimestre.

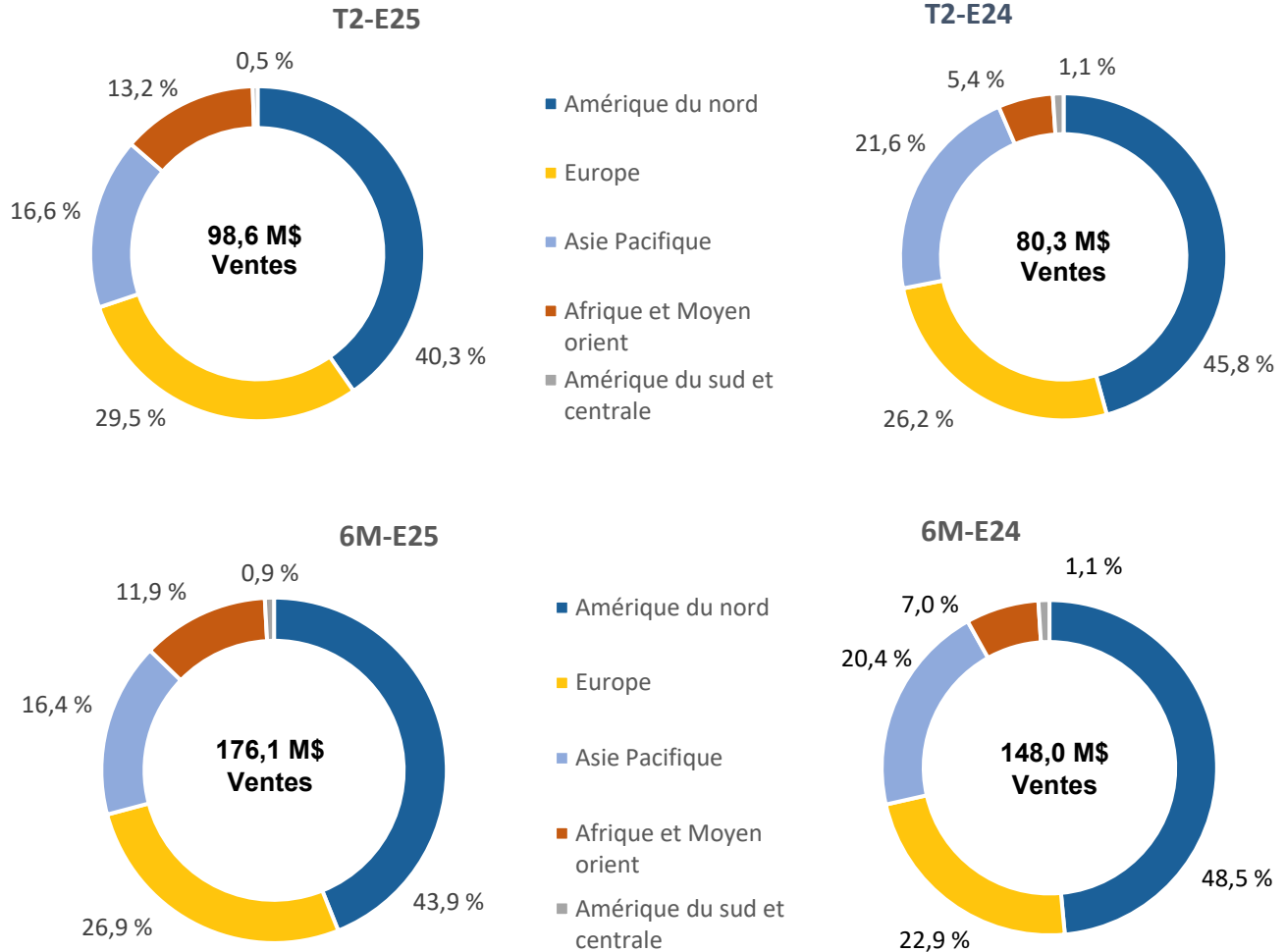
Pour les six premiers mois de l'exercice 2025, les nouvelles commandes se sont élevées à 226,4 millions de dollars, en hausse par rapport à celles de 163,4 millions de dollars obtenues au cours du premier semestre de l'exercice 2024. L'augmentation est attribuable à une hausse des nouvelles commandes en Amérique du Nord, en Allemagne et en France, en partie contrebalancée par une réduction des nouvelles commandes en Italie. Les fluctuations des taux de change ont eu un impact positif de 1,9 million de dollars sur la valeur des nouvelles commandes pour la période.

Du fait que les nouvelles commandes ont surpassé le chiffre d'affaires, le ratio commandes/chiffre d'affaires de la Société s'est établi respectivement à 1,18 et 1,29 pour les périodes de trois et six mois closes le 31 août 2024.



Chiffre d'affaires

Répartition des ventes selon l'emplacement géographique des clients



Le chiffre d'affaires a atteint 98,6 millions de dollars au deuxième trimestre de l'exercice 2025, en progression de 18,3 millions de dollars, soit 22,8 %, par rapport à la même période un an plus tôt. L'augmentation est principalement attribuable à une hausse des expéditions des opérations italiennes destinées au marché du pétrole et du gaz, des opérations françaises destinées au marché de l'énergie nucléaire et des opérations nord-américaines destinées au marché de la défense. La variation reflète également des revenus non récurrents de 5,2 millions de dollars liés à l'annulation d'un accord avec un client pour lequel aucune marge brute n'a été comptabilisée au deuxième trimestre de l'exercice 2025. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par une diminution des expéditions liées aux activités d'entretien, de réparation et de révision en Amérique du Nord. Les fluctuations des taux de change ont eu un impact négatif de 0,6 million de dollars sur le chiffre d'affaires du trimestre.

Pour le semestre clos le 31 août 2024, le chiffre d'affaires s'est élevé à 176,1 millions de dollars, comparativement à 148,0 millions de dollars lors de la même période du précédent exercice. La progression s'explique principalement par une augmentation des expéditions des opérations italiennes et nord-américaines, de même que par les revenus non récurrents susmentionnés, en partie contrebalancés par un recul du chiffre d'affaires sur d'autres marchés internationaux. Les fluctuations des taux de change ont eu un impact négatif de 1,2 million de dollars sur le chiffre d'affaires de la période.

Marge brute

La marge brute s'est établie à 26,7 millions de dollars au deuxième trimestre de l'exercice 2025, en hausse par rapport à 23,4 millions de dollars douze mois plus tôt. L'augmentation de la marge brute est principalement attribuable à un accroissement du chiffre d'affaires qui a eu un impact positif sur l'imputation des coûts indirects fixes de production, ainsi qu'à une composition du chiffre d'affaires plus avantageuse cette année que lors du précédent exercice, en partie contrebalancés par une hausse de la provision pour stocks et par l'effet de courbe d'apprentissage dans les phases initiales de certains projets destinés au marché de l'énergie nucléaire. Les fluctuations des taux de change ont eu une incidence négative de 0,1 million de dollars sur la marge brute au deuxième trimestre de l'exercice 2025, par rapport à la même période l'an dernier. Exprimée en pourcentage du chiffre d'affaires, la marge brute s'est établie à 27,0 %, comparativement à 29,1 % un an plus tôt. Si on exclut l'incidence des revenus non récurrents pour lesquels aucune marge brute n'a été comptabilisée, la marge brute exprimée en pourcentage du chiffre d'affaires s'est établie à 28,5 % cette année.

Pour le semestre clos le 31 août 2024, la marge brute a atteint 50,5 millions de dollars, contre 38,4 millions de dollars un an plus tôt. La variation favorable reflète l'accroissement du chiffre d'affaires qui a eu un impact positif sur l'imputation des coûts indirects fixes de production, une composition du chiffre d'affaires plus favorable, de même que des gains de productivité. Les fluctuations des taux de change ont eu une incidence négative de 0,2 million de dollars sur la marge brute au cours de la première moitié de l'exercice 2025, par rapport à la même période l'an dernier. Exprimée en pourcentage du chiffre d'affaires, la marge brute s'est établie à 28,7 %, contre 23,0 % un an auparavant. Si on exclut l'incidence des revenus non récurrents, la marge brute exprimée en pourcentage du chiffre d'affaires s'est établie à 29,5 % cette année.

Frais d'administration

Les frais d'administration ont totalisé 24,8 millions de dollars, soit 25,1 % du chiffre d'affaires, comparativement à 22,6 millions de dollars, ou 28,1 % du chiffre d'affaires un an auparavant. Lors du précédent exercice, les frais d'administration comprenaient des charges de 0,3 million de dollars liées à la transaction proposée avec Flowserve Corporation. L'augmentation d'un exercice sur l'autre est principalement attribuable à une hausse des commissions de vente résultant de l'accroissement du volume d'affaires.

Dans la première moitié de l'exercice 2025, les frais d'administration ont totalisé 46,6 millions de dollars, soit 26,4 % du chiffre d'affaires, comparativement à 44,1 millions de dollars, ou 29,8 % du chiffre d'affaires, dans la première moitié de l'exercice 2024. Cette année, les frais d'administration comprennent des frais de restructuration de 0,1 million de dollars, tandis que lors du précédent exercice, les frais d'administration comprenaient des charges de 0,8 million de dollars liées à la transaction proposée. L'augmentation est en grande partie attribuable au facteur susmentionné.

BAIIA et BAIIA ajusté

Le BAIIA s'est établi à 5,1 millions de dollars, comparativement à 3,0 millions de dollars douze mois plus tôt. Si on exclut les charges liées à la transaction proposée, le BAIIA ajusté du deuxième trimestre du précédent exercice s'est établi à 3,3 millions de dollars. L'augmentation sur douze mois est essentiellement attribuable à l'accroissement du volume d'affaires ainsi qu'à une hausse de la marge brute, en partie contrebalancés par une augmentation des frais d'administration.

Pour les six premiers mois de l'exercice 2025, le BAIIA s'élève à 8,9 millions de dollars, comparativement à un BAIIA négatif de 0,8 million de dollars douze mois plus tôt. Si on exclut les frais de restructuration de cette année et les charges de l'an dernier liées à la transaction proposée, le BAIIA ajusté pour la première moitié de 2025 se chiffre à 9,0 millions de dollars, en hausse par rapport à celui de la première moitié de l'exercice 2024 qui correspondait au seuil de rentabilité. L'augmentation est attribuable aux facteurs susmentionnés.

Charges financières (montant net)

Pour le trimestre clos le 31 août 2024, les charges financières ont totalisé 1,5 million de dollars, comparativement à 1,4 million de dollars pour le trimestre clos le 31 août 2023. La variation reflète la hausse des taux d'intérêt sur la

dette à long terme de la Société, en partie contrebalancée par une réduction du niveau d'endettement cette année par rapport à l'exercice précédent.

Pour le semestre clos le 31 août 2024, les charges financières se sont chiffrées à 2,8 millions de dollars, contre 2,6 millions de dollars lors de la période correspondante du précédent exercice, en raison essentiellement des mêmes facteurs.

Impôt sur le résultat

	Trimestres clos les			
	31 août 2024		31 août 2023	
<i>(en milliers, sauf les pourcentages)</i>	\$	%	\$	%
Impôt sur le résultat au taux prévu par la loi	201	26,5	(292)	26,5
Incidence fiscale des éléments suivants :				
Différence dans les taux d'impôt prévus par la loi dans les territoires étrangers	131	17,3	148	(13,4)
Pertes de change non déductibles	(294)	(38,8)	(104)	9,4
Pertes fiscales non comptabilisées	607	80,0	1 276	(115,8)
Avantage attribuable à la structure de financement	(69)	(9,2)	(67)	6,1
Autres différences	96	12,7	60	(5,5)
Charge d'impôt sur le résultat	672	88,6	1 021	(92,7)

	Semestres clos les			
	31 août 2024		31 août 2023	
<i>(en milliers, sauf les pourcentages)</i>	\$	%	\$	%
Impôt sur le résultat au taux prévu par la loi	171	26,5	(2 316)	26,5
Incidence fiscale des éléments suivants :				
Différence dans les taux d'impôt prévus par la loi dans les territoires étrangers	203	31,4	171	(1,9)
Pertes de change non déductibles	(555)	(85,8)	7	(0,1)
Pertes fiscales non comptabilisées	1 915	296,0	3 678	(42,1)
Avantage attribuable à la structure de financement	(135)	(20,9)	(134)	1,5
Autres différences	122	18,8	266	(3,0)
Charge d'impôt sur le résultat	1 721	266,0	1 672	(19,1)

Résultat net (perte nette) et Résultat net (perte nette) ajusté(e)

Au deuxième trimestre de l'exercice 2025, le résultat net s'est établi à 0,1 million de dollars, soit 0,01 \$ par action, comparativement à une perte nette de 2,1 millions de dollars, ou 0,10 \$ par action, un an auparavant. Si on exclut l'incidence après impôt des charges liées à la transaction proposée, la perte nette ajustée du deuxième trimestre du précédent exercice s'établit à 1,9 million de dollars, soit 0,09 \$ par action. La variation est principalement attribuable à l'augmentation du BAIIA ajusté.

Pour la première moitié de l'exercice 2025, la perte nette s'est élevée à 1,0 million de dollars, soit 0,05 \$ par action, comparativement à une perte nette de 10,4 millions de dollars, ou 0,48 \$ par action, un an plus tôt. Si on exclut l'incidence après impôt des frais de restructuration et des charges liées à la transaction proposée, la perte nette ajustée s'établit à 0,9 million de dollars cette année, soit 0,04 \$ par action, contre une perte nette ajustée de 9,8 millions de dollars, ou 0,45 \$ par action, lors du précédent exercice. La variation est principalement attribuable à l'augmentation du BAIIA ajusté.

SOMMAIRES DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Le tableau qui suit présente des données financières sommaires tirées des états financiers non audités de la Société de chacun des huit derniers trimestres clos.

<i>(en milliers, sauf les montants par action)</i>	Trimestres clos							
	Août 2024	Mai 2024	Février 2024	Novembre 2023	Août 2023	Mai 2023	Février 2023	Novembre 2022
Chiffres d'affaires	98 647 \$	77 500 \$	117 894 \$	80 945 \$	80 318 \$	67 659 \$	115 141 \$	95 229 \$
Résultat net (perte nette) par action — de base et dilué(e)	121	(1 104)	(2 083)	(7 250)	(2 120)	(8 284)	(47 164)	2 739
	0,01	(0,05)	(0,10)	(0,34)	(0,10)	(0,38)	(2,18)	0,13
Résultat net (perte nette) ajusté(e) par action — de base et dilué(e)	121	(1 015)	8 944	(7 074)	(1 878)	(7 910)	8 790	2 739
	0,01	(0,05)	0,41	(0,33)	(0,09)	(0,37)	0,41	0,13
BAIIA	5 127	3 741	8 482	(2 337)	2 960	(3 799)	(39 486)	6 135
BAIIA ajusté	5 127	3 862	19 879	(2 098)	3 289	(3 290)	16 468	6 135

SITUATION FINANCIÈRE

Actifs

Au 31 août 2024, le total des actifs s'élevait à 498,0 millions de dollars, en hausse par rapport à 479,4 millions de dollars au 29 février 2024.

Les actifs courants se chiffraient à 405,9 millions de dollars au 31 août 2024, en hausse par rapport à 387,0 millions de dollars au 29 février 2024. La variation traduit essentiellement une augmentation de 16,6 millions de dollars des stocks visant à soutenir la croissance du carnet de commandes, ainsi qu'une augmentation de 8,0 millions de dollars de la trésorerie et des équivalents de trésorerie découlant de la génération de robustes flux de trésorerie. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par une diminution de 5,0 millions de dollars des créances d'exploitation attribuable à une baisse de l'activité commerciale au deuxième trimestre de l'exercice 2025 par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2024.

Les actifs non courants totalisaient 92,1 millions de dollars au 31 août 2024, contre 92,4 millions de dollars au 29 février 2024. La variation est principalement attribuable à des baisses respectives de 0,7 million de dollars et 0,3 million de dollars des immobilisations incorporelles et des immobilisations corporelles, en partie contrebalancées par une hausse de 0,7 million de dollars de l'impôt différé.

Passifs

Au 31 août 2024, le total des passifs s'élevait à 315,6 millions de dollars, en hausse par rapport à 296,1 millions de dollars au 29 février 2024.

Les passifs courants se chiffraient à 159,4 millions de dollars, contre 160,4 millions de dollars au 29 février 2024. Cette variation est principalement attribuable à une diminution de 21,2 millions de dollars de la partie court terme de la dette à long terme résultant d'un reclassement dans les passifs à long terme de passifs à court terme (voir la rubrique ci-après intitulée « Liquidités et ressources en capital »). Ce facteur a été contrebalancé par des hausses respectives de 8,3 millions de dollars et de 6,7 millions de dollars des acomptes de clients ainsi que des dettes d'exploitation et charges à payer découlant d'une augmentation de l'activité commerciale. La dette bancaire et les provisions ont également augmenté respectivement de 3,2 millions de dollars et 2,5 millions de dollars.

Les passifs non courants ont augmenté de 20,4 millions de dollars pour s'établir à 156,2 millions de dollars en raison essentiellement d'une hausse de 15,0 millions de dollars de la dette à long terme découlant du reclassement de court terme à long terme expliqué plus haut, ainsi que d'une augmentation de 8,1 millions de dollars des acomptes de

clients résultant d'une hausse de l'activité commerciale. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par une réduction des provisions de 2,4 millions de dollars.

Capitaux propres

Au 31 août 2024, le total des capitaux propres s'élevait à 182,4 millions de dollars, contre 183,3 millions de dollars au 29 février 2024. La variation reflète essentiellement la perte nette de la Société pour les six premiers mois de l'exercice 2025.

LIQUIDITÉS ET RESSOURCES EN CAPITAL – Analyse du risque de liquidité, des facilités de crédit, des flux de trésorerie et des transactions proposées *(tous les montants sont présentés en dollars américains, à moins d'indication contraire)*

Le risque de liquidité s'entend du risque que la Société ne soit pas en mesure de satisfaire à ses obligations financières à leur échéance. La Société gère son risque de liquidité en exerçant une surveillance de ses besoins de trésorerie futurs. Les prévisions de flux de trésorerie sont établies par les entités en exploitation, puis sont totalisées par la division des finances de la Société. La Société a pour politique de maintenir une trésorerie et des équivalents de trésorerie suffisants et de disposer de facilités de crédit afin de satisfaire aux exigences opérationnelles actuelles et futures.

Au 31 août 2024						
<i>(en milliers)</i>	Valeur comptable \$	Moins de 1 an \$	De 1 à 3 ans \$	De 4 à 5 ans \$	Plus de 5 ans \$	Total \$
Dette à long terme	22 563	3 234	5 792	3 161	15 210	27 397
Obligations locatives à long terme	12 571	1 606	3 348	2 177	11 603	18 734
Dettes d'exploitation et charges à payer	94 963	94 963	-	-	-	94 963
Acomptes de clients	81 879	38 692	17 465	2 253	23 469	81 879

Au 31 août 2024 et au 29 février 2024, la Société ne respectait pas l'un de ses ratios financiers pour lesquels, en mai 2024, le prêteur a renoncé à son droit d'exiger le remboursement du prêt jusqu'au 1^{er} mars 2026 à condition que le manquement concerne uniquement les coûts reliés à l'amiante. Ainsi, l'emprunt hypothécaire garanti classé en dette à court terme au 29 février 2024 a été reclassé en dette à long terme le 31 août 2024.

Le 31 août 2024, le carnet de commandes de la Société s'établissait à 548,1 millions de dollars, et la Société estime que le montant net de la trésorerie, sous réserve de certaines restrictions locales sur le contrôle des changes, combiné aux flux de trésorerie futurs provenant des activités d'exploitation, est suffisant pour lui permettre de s'acquitter de ses obligations financières, d'accroître sa capacité, de combler ses besoins en fonds de roulement et de mettre en œuvre sa stratégie d'entreprise. Toutefois, rien ne garantit que le risque d'un autre ralentissement marqué de l'économie n'ait pas d'incidence défavorable importante sur les résultats d'exploitation ou la situation financière de la Société.

Dans le cadre de la gestion de son risque de liquidité, la Société surveille également la santé financière de ses principaux fournisseurs.

Flux de trésorerie — trimestre et semestre clos le 31 août 2024

(tous les montants sont en dollars américains et toutes les comparaisons sont établies par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, à moins d'indication contraire)

Les variations du montant net de la trésorerie de la Société ont été les suivantes :

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	31 août 2024	31 août 2023	31 août 2024	31 août 2023
<i>(en milliers)</i>				
Trésorerie au début de la période, montant net	34 019	58 630	36 445	50 253
Entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités d'exploitation	10 145	(21 160)	15 045	(10 466)
Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement	(275)	(1 950)	(3 343)	(3 382)
Entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités de financement	(2 446)	3 341	(6 645)	2 053
Incidence des écarts de change sur la trésorerie	(176)	511	(235)	914
Trésorerie à la fin de la période, montant net	41 267	39 372	41 267	39 372

Activités d'exploitation

Pour le trimestre clos le 31 août 2024, les entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation ont atteint 10,1 millions de dollars, comparativement à des sorties de trésorerie liées aux activités d'exploitation de 21,2 millions de dollars lors de la même période un an auparavant. L'évolution favorable de la trésorerie pour le trimestre est principalement attribuable à des variations plus favorables des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, ainsi qu'à une hausse du BAIIA.

Pour les six premiers mois de l'exercice 2025, les entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation ont totalisé 15,0 millions de dollars, comparativement à des sorties de trésorerie liées aux activités d'exploitation de 10,5 millions de dollars un an plus tôt. La variation est principalement attribuable aux facteurs mentionnés plus haut.

Les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement se sont établies comme suit :

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	31 août 2024	31 août 2023	31 août 2024	31 août 2023
<i>(en milliers)</i>				
Créances d'exploitation	(7 749)	(7 690)	6 691	23 530
Stocks	(3 011)	(7 664)	(14 171)	(21 156)
Impôts sur le résultat recouvrables	(523)	378	(782)	(111)
Acomptes et charges payées d'avance	545	(1 063)	1 550	(1 377)
Dettes d'exploitation et charges à payer	5 876	(4 351)	3 670	(5 543)
Impôt sur le résultat à payer	(1 137)	(1 243)	(1 648)	(1 709)
Acomptes de clients	2 521	(638)	7 693	1 399
Provisions	2 526	988	2 280	1 834
Variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	(952)	(21 283)	5 283	(3 133)

Activités d'investissement

Les sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement pour le trimestre clos le 31 août 2024 se sont chiffrées à 0,3 million de dollars en raison d'ajouts d'immobilisations corporelles d'un montant de 1,8 million de dollars, en partie contrebalancés par une diminution de 1,0 million de dollars des placements à court terme. Pour le trimestre

clos le 31 août 2023, les sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement s'étaient élevées à 2,0 millions de dollars en raison d'ajouts d'immobilisations corporelles et d'immobilisations incorporelles.

Pour le semestre clos le 31 août 2024, les sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement se sont élevées à 3,3 millions de dollars en raison principalement d'ajouts d'immobilisations corporelles. Pour le semestre clos le 31 août 2023, les sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement s'étaient chiffrées à 3,4 millions de dollars en raison d'ajouts d'immobilisations corporelles et d'immobilisations incorporelles.

Activités de financement

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2025, les sorties de trésorerie liées aux activités de financement se sont élevées à 2,4 millions de dollars en raison essentiellement du remboursement de la dette à long terme de 2,5 millions de dollars. Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2024, les entrées de trésorerie liées aux activités de financement s'étaient chiffrées à 3,3 millions de dollars en raison principalement d'emprunts de 5,0 millions de dollars sur la facilité de crédit renouvelable visant à financer les besoins temporaires en éléments hors trésorerie du fonds de roulement.

Au cours de la première moitié de l'exercice 2025, les sorties de trésorerie liées aux activités de financement se sont chiffrées à 6,6 millions de dollars et reflètent essentiellement le remboursement de 6,4 millions de dollars de la dette à long terme. Pour la première moitié de l'exercice 2024, les entrées de trésorerie liées aux activités de financement se sont élevées à 2,1 millions de dollars, alors que des emprunts de 5,0 millions de dollars sur la facilité de crédit renouvelable ont été en partie contrebalancés par des remboursements respectifs de 1,7 million de dollars et de 0,8 million de dollars de la dette à long terme et des obligations locatives à long terme.

INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Du fait de ses activités, la Société est exposée à divers risques financiers, à savoir le risque de marché (y compris le risque de change et le risque de taux d'intérêt lié aux flux de trésorerie et à la juste valeur), le risque de crédit et le risque de liquidité. Le programme global de gestion des risques financiers de la Société vise à atténuer les risques imprévisibles du marché des capitaux et leurs effets potentiellement négatifs sur la performance financière de la Société.

La gestion des risques financiers est généralement assurée par la division des finances de la Société, conformément aux politiques approuvées par le conseil d'administration. La responsabilité de cette division consiste à définir, à évaluer et à couvrir les risques financiers de concert avec les équipes des finances des filiales de la Société. La Société utilise des instruments financiers dérivés pour couvrir son exposition à certains risques. L'utilisation des instruments financiers dérivés est régie par une politique aux termes de laquelle aucune opération sur dérivé ne doit être conclue en vue d'établir une position de spéculation ou de levier (le corollaire étant que toutes les opérations sur dérivés doivent avoir pour seul objet la gestion des risques).

Risque de marché

Risque de change

Le risque de change lié aux instruments financiers s'entend du risque que la juste valeur des flux de trésorerie futurs d'un instrument financier varie en raison des fluctuations des taux de change. La Société exerce ses activités à l'échelle mondiale et court un risque de change découlant de son exposition à diverses monnaies. Le risque de change est lié aux opérations commerciales futures et aux actifs et passifs comptabilisés qui sont libellés dans d'autres monnaies que la monnaie fonctionnelle de la Société. Les opérations de la Société utilisent différentes monnaies fonctionnelles et, par conséquent, chacune d'elles est exposée au risque de change lié à sa monnaie fonctionnelle.

Lorsqu'elle le peut, la Société rapproche les encaissements et les décaissements effectués dans une même monnaie. Le montant net de l'exposition résiduelle attendue aux devises fait l'objet d'une couverture. Pour couvrir cette exposition, la Société utilise des instruments dérivés de change, soit principalement des contrats de change à terme. Ces dérivés n'ont pas été désignés comme des couvertures à des fins comptables.

Au 31 août 2024 et au 29 février 2024, les montants en cours aux termes des contrats dérivés s'établissaient comme suit :

	Fourchette de taux de change		Profit (perte) (en milliers de \$ US)		Notionnel (en milliers de la devise indiquée)	
	31 août 2024	29 février 2024	31 août 2024	29 février 2024	31 août 2024	29 février 2024
Contrats de change à terme						
Achat d'euros contre des dollars américains — de 0 à 12 mois	1,08 à 1,10	1,08 à 1,10	326	40	16 271 \$ US	6 518 \$ US

Les contrats de change à terme sont des contrats aux termes desquels la Société a l'obligation de vendre ou d'acheter des monnaies étrangères au prix d'exercice. La juste valeur des instruments de change est inscrite à l'état consolidé du résultat net et reflète les montants estimés que la Société aurait versés ou reçus pour régler ces contrats à la date de clôture. Les profits latents sont comptabilisés à titre d'actifs dérivés et les pertes latentes, à titre de passifs dérivés, dans l'état consolidé de la situation financière.

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt en raison principalement de ses facilités de crédit, de sa dette à long terme et de sa trésorerie et de ses équivalents de trésorerie. Les éléments à taux variables exposent la Société au risque de flux de trésorerie lié aux taux d'intérêt, et les éléments à taux fixes exposent la Société au risque de la juste valeur liée aux taux d'intérêt. La plus grande partie de la dette à long terme et des facilités de crédit de la Société porte intérêt à des taux variables, et sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie rapportent des intérêts à des taux variables. Une variation hypothétique de 0,5 % des taux d'intérêt n'aurait pas d'incidence significative sur le résultat net ou sur les flux de trésorerie de la Société.

Risque de crédit

Le risque de crédit s'entend du risque qu'une perte inattendue survienne si un client ou une contrepartie à un instrument financier manque à ses obligations contractuelles. Ce risque est lié principalement aux créances d'exploitation de la Société.

Le risque de crédit de la Société lié à ses créances d'exploitation est concentré. Au 31 août 2024, cinq clients (deux clients au 29 février 2024) représentaient plus de 5 % chacun des créances d'exploitation, dont un en représentait 8,8 % (7,6 % au 29 février 2024), alors que les 10 principaux clients de la Société représentaient 48,0 % (41,3 % au 29 février 2024) des créances d'exploitation. De plus, aucun client (un client au 31 août 2023) ne représentait plus de 10 % du chiffre d'affaires de la Société.

Pour réduire son risque de crédit, la Société évalue sur une base continue la solvabilité de ses clients et applique des procédures d'évaluation particulières à tous ses nouveaux clients. L'évaluation comprend l'analyse par échéance des créances d'exploitation, ainsi que l'analyse des profils historiques de paiement, de la solvabilité des clients et des tendances économiques du moment. Chaque client se voit attribuer une limite de crédit particulière qui est révisée périodiquement. Pour certaines créances d'exploitation, la Société peut obtenir des sûretés sous forme d'une assurance-crédit versant des prestations si la contrepartie manque aux modalités de l'entente.

La Société applique la méthode simplifiée selon l'IFRS 9, qui consiste à évaluer les pertes de crédit attendues au moyen d'une correction de valeur pour pertes de crédit attendues pour la durée de vie. Les taux des pertes de crédit attendues sont estimés à la lumière des pertes de crédit subies par la Société au cours de l'exercice précédant la clôture de la période. Les taux de pertes passées sont alors ajustés en fonction de l'information actuelle et de l'information prospective sur les facteurs macroéconomiques ayant des répercussions sur les clients de la Société.

En raison de ses instruments financiers dérivés, de sa trésorerie et de ses équivalents de trésorerie ainsi que de ses placements à court terme, la Société est également exposée à un risque de crédit qu'elle gère en faisant affaire avec des institutions financières très bien notées. Le risque de crédit principal de la Société est limité à la valeur comptable des créances d'exploitation et des profits sur les actifs dérivés.

Le tableau qui suit présente des renseignements sommaires sur le classement par échéance des créances d'exploitation.

<i>(en milliers)</i>	Aux	
	31 août 2024	29 février 2024
	\$	\$
Courant	73 059	81 030
En souffrance depuis 0 à 30 jours	12 108	12 600
En souffrance depuis 31 à 90 jours	7 367	7 426
En souffrance depuis plus de 90 jours	12 105	9 041
	104 639	110 097
Moins : Correction de valeur pour perte	(223)	(224)
	104 416	109 873
Autres créances	10 453	10 041
Total des créances d'exploitation	114 869	119 914

Le tableau qui suit présente des renseignements sommaires sur la variation de la correction de valeur pour créances d'exploitation irrécouvrables :

<i>(en milliers)</i>	Semestres clos les	
	31 août 2024	31 août 2023
	\$	\$
Solde à l'ouverture de l'exercice	224	481
Charges pour correction de valeur pour pertes	-	59
Recouvrement de créances d'exploitation	-	(214)
Radiations de créances d'exploitation	-	-
Change	(1)	1
Soldes à la fin de la période	223	327

Risque de liquidité — veuillez consulter l'analyse présentée à la rubrique intitulée « Liquidités et ressources en capital ».

RISQUES SUSCEPTIBLES D'AVOIR UNE INCIDENCE SUR NOS ACTIVITÉS

Dans son rapport de gestion pour l'exercice clos le 29 février 2024, la Société énumère les différents risques susceptibles d'avoir une incidence sur ses activités. La Société n'a aucun changement à déclarer au 31 août 2024.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES INTERNES

Conformément au *Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs*, des contrôles et procédures de communication de l'information ont été conçus pour fournir une assurance raisonnable que l'information présentée dans les rapports intermédiaires et annuels de la Société à ses actionnaires est rassemblée puis communiquée à la direction en temps opportun, notamment au chef de la direction et au chef de la direction financière selon ce qui convient pour prendre des décisions concernant la communication de l'information. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière a également été conçu de manière à fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers sont dressés conformément aux IFRS.

Au cours du trimestre clos le 31 août 2024, la Société n'a apporté à la conception du contrôle interne à l'égard de l'information financière aucun changement qui a ou qui pourrait vraisemblablement avoir une incidence significative sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société

PRINCIPALES ESTIMATIONS COMPTABLES ET JUGEMENTS

Les états financiers de la Société sont dressés conformément aux IFRS telles qu'elles ont été publiées par l'IASB. Les principales méthodes comptables de la Société qui sont décrites aux notes 2 et 3 des états financiers consolidés audités de la Société sont essentielles pour comprendre la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de la Société. Certaines de ces méthodes comptables exigent le recours à des estimations comptables critiques qui reposent sur des jugements complexes et subjectifs ainsi que sur des hypothèses, dont certaines portent sur des questions qui sont, par leur nature même, incertaines et susceptibles de changer. Les hypothèses et estimations utilisées sont fondées sur des paramètres qui sont dérivés de l'état des connaissances au moment de la préparation des états financiers et qui sont considérés comme raisonnables dans les circonstances. Plus particulièrement, la performance future de la Société a été estimée à la lumière des circonstances qui sont actuellement en vigueur et d'hypothèses quant à l'orientation future attendue de la conjoncture mondiale et du secteur d'activité. Si ces facteurs ne connaissent pas l'issue prévue et échappent au contrôle de la Société, les résultats réels pourraient différer des résultats attendus (voir la rubrique intitulée « Information prospective plus haut). Ces estimations, ainsi que les hypothèses qui les sous-tendent, sont revues continuellement. Les modifications apportées aux estimations comptables sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle l'estimation est modifiée. Aucun changement significatif n'a été apporté aux principales estimations comptables au cours des deux derniers exercices.

Il n'y a aucun changement important par rapport aux principales estimations comptables indiquées dans le rapport de gestion annuel pour l'exercice clos le 29 février 2024.

NORMES ET MODIFICATIONS COMPTABLES PUBLIÉES ET ADOPTÉES

La norme IAS 1 *Présentation des états financiers* exige que, pour qu'une entité puisse classer un passif comme non courant, elle doit avoir le droit, à la date de clôture, de reporter le règlement du passif pendant au moins 12 mois après cette date.

En janvier 2020, l'IASB a publié les modifications à IAS 1 *Classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants* (modifications de 2020). Les modifications de 2020 entraient initialement en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2023. En application des modifications de 2020, une entité n'a pas le droit de différer le règlement d'un passif — et classe donc le passif comme passif courant — si elle ne se conformait pas aux clauses restrictives en raison de sa situation à la date de clôture, même si le respect de ces clauses restrictives n'avait été testé que dans les 12 mois suivant cette date.

Les modifications publiées en octobre 2022 précisent que les clauses restrictives des contrats d'emprunt auxquelles une entité doit se conformer seulement après la date de clôture n'auraient pas d'incidence sur le classement d'un passif dans les passifs courants ou non courants à la date de clôture. Toutefois, les clauses restrictives auxquelles l'entité est tenue de se conformer au plus tard à la date de clôture auraient une incidence sur le classement dans les passifs courants ou non courants, même si la clause restrictive n'est évaluée qu'après la date de clôture.

Les modifications de 2022 prévoient des obligations d'information supplémentaires. Lorsque l'entité classe un passif résultant d'un accord d'emprunt dans le passif courant et que ce passif est assujéti aux clauses restrictives auxquelles l'entité est tenue de se conformer dans les 12 mois suivant la date de clôture, elle doit fournir dans les notes des informations qui permettent aux utilisateurs des états financiers de comprendre le risque que le passif puisse devenir remboursable dans les 12 mois suivant la date de clôture, notamment :

- a) la valeur comptable du passif;
- b) des informations sur les clauses restrictives;
- c) les faits et circonstances, le cas échéant, qui indiquent que l'entité pourrait avoir de la difficulté à se conformer aux clauses restrictives. Ces faits et circonstances peuvent aussi comprendre le fait que l'entité ne se serait pas conformée aux clauses restrictives compte tenu de sa situation à la date de clôture.

Les modifications apportées à IAS 1 entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2024, l'adoption anticipée étant permise, et elles doivent être appliquées de manière rétrospective. La Société ne s'attend pas à ce que les modifications aient une incidence importante sur ses états financiers consolidés.

MESURES HORS IFRS ET MESURES FINANCIÈRES SUPPLÉMENTAIRES

Dans le présent rapport de gestion, la Société présente des mesures de la performance et de la situation financière qui ne sont pas définies par les IFRS (les « mesures hors IFRS ») et qui sont, par conséquent, peu susceptibles d'être comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Ces mesures, que la direction utilise pour évaluer les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société, sont rapprochées des mesures de la performance définies par les IFRS. La Société présente aussi des mesures financières supplémentaires qui sont définies à la fin du présent rapport. Des rapprochements et des définitions sont présentés ci-après.

Résultat net (perte nette) ajusté(e), Résultat net (perte nette) ajusté(e) par action, Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (« BAIIA ») et BAIIA ajusté

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	31 août 2024	31 août 2023	31 août 2024	31 août 2023
<i>(en milliers, sauf les montants par action)</i>	\$	\$	\$	\$
<i>Rapprochement du résultat net (perte nette) avec le résultat net (perte nette) ajusté(e) et le résultat net (perte nette) ajusté(e) par action</i>				
Résultat net (perte nette)	121	(2 120)	(983)	(10 404)
Ajustements au titre des éléments suivants :				
Frais de restructuration	-	-	89	-
Coûts liés à la transaction proposée	-	242	-	616
Résultat net (perte nette) ajusté(e)	121	(1 878)	(894)	(9 788)
par action — de base et dilué(e)	0,01	(0,09)	(0,04)	(0,45)
<i>Rapprochement du résultat net (perte nette) avec le BAIIA ajusté</i>				
Résultat net (perte nette)	121	(2 120)	(983)	(10 404)
Ajustements au titre des éléments suivants :				
Amortissement des immobilisations corporelles	2 612	2 154	4 297	4 220
Amortissement des immobilisations incorporelles et coûts de financement	250	514	1 021	1 077
Charges financières — montant net	1 472	1 391	2 813	2 596
Impôt sur le résultat	672	1 021	1 721	1 672
BAIIA	5 127	2 960	8 869	(839)
Ajustements pour les éléments suivants :				
Frais de restructuration	-	-	121	-
Coûts liés à la transaction proposée	-	329	-	838
BAIIA ajusté	5 127	3 289	8 990	(1)

Flux de trésorerie disponibles

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	31 août 2024	31 août 2023	31 août 2024	31 août 2023
<i>(en milliers)</i>	\$	\$	\$	\$
Entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation	10 145	(21 160)	15 045	(10 466)
Ajouts d'immobilisations corporelles	(1 796)	(1 605)	(3 469)	(2 714)
Flux de trésorerie disponibles	8 349	(22 765)	11 576	(13 180)

Les termes « résultat net ajusté » et « perte nette ajustée » s'entendent du résultat net ou de la perte nette attribuable aux actions à droit de vote subalterne et aux actions à droit de vote multiple majoré(e) d'ajustements, déduction faite de l'impôt sur le résultat, pour les frais de restructuration et les coûts liés à la transaction proposée. Le résultat net ajusté (la perte nette ajustée) par action s'obtient en divisant le résultat net ajusté (la perte nette ajustée) par le nombre total d'actions à droit de vote subalterne et d'actions à droit de vote multiple. Les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion sont formulés expressément sous réserve de cette mise en garde.

Le terme « BAIIA » s'entend du résultat net ajusté majoré de l'amortissement des immobilisations corporelles, de l'amortissement des immobilisations incorporelles, du montant net des charges financières et de la provision pour charge d'impôt sur le résultat. Le terme « BAIIA ajusté » s'entend du BAIIA majoré d'ajustements pour les frais de restructuration et les coûts liés à l'opération proposée. Les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion sont formulés expressément sous réserve de cette mise en garde.

Le terme « Flux de trésorerie disponibles » s'entend des entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation, déduction faite des ajouts d'immobilisations corporelles. Les flux de trésorerie disponibles reflètent le montant disponible pour verser des dividendes aux actionnaires et assurer le service de la dette, y compris les obligations locatives. Les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion sont formulés expressément sous réserve de cette mise en garde.

Définitions des mesures financières supplémentaires

Les termes « nouvelles commandes nettes » et « nouvelles commandes » s'entendent des commandes fermes, déduction faite des annulations, comptabilisées par la Société au cours d'une période déterminée. Les fluctuations des taux de change ont une incidence sur le montant des nouvelles commandes au cours d'une période donnée. La mesure fournit une indication de la performance des activités de vente de la Société pour une période déterminée et donne une idée du chiffre d'affaires futur et des flux de trésorerie que généreront ces commandes.

Le terme « carnet de commandes » s'entend du cumul de toutes les nouvelles commandes prises en charge par la Société et restant à livrer. Les fluctuations des taux de change ont une incidence sur le montant du carnet de commandes de la Société au cours d'une période donnée. La mesure fournit une indication des défis opérationnels auxquels la Société devra faire face et donne une idée du chiffre d'affaires futur et des flux de trésorerie que généreront ces commandes.

Le « ratio commandes/chiffre d'affaires » s'obtient en divisant les nouvelles commandes par le chiffre d'affaires. La mesure fournit une indication de la performance et des perspectives de la Société pour une période déterminée.

Les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion sont formulés expressément sous réserve de cette mise en garde.